



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°22 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : L'inflation atteint un plus haut de 16 mois à 9,42 % en mai;
- ❖ **Inde** : L'Inde enregistre une croissance plus forte qu'attendue, à 7,7 % en FY26 ;
- ❖ **Maldives** : Forte hausse des ventes de dollars par BML début 2026 ;
- ❖ **Népal** : Le FMI a approuvé le dernier décaissement au titre de la Facilité élargie de crédit ;
- ❖ **Sri Lanka** : La crise au Moyen-Orient accroît le risque alimentaire.

À RETENIR

7,7%

Croissance réelle du PIB indien sur l'exercice
2025-26

Bangladesh

L'inflation atteint un plus haut de 16 mois à 9,42 % en mai

L'inflation au Bangladesh a accéléré à 9,42 % en glissement annuel en mai, contre 9,04 % en avril, atteignant son niveau le plus élevé depuis janvier 2025. Cette hausse est principalement imputable au rebond des prix alimentaires, dont l'inflation est passée de 8,39 % à 9,06 % en un mois. L'inflation hors alimentation a également progressé, de 9,57 % à 9,61 %, témoignant de pressions persistantes sur l'ensemble de l'économie.

La Bangladesh Bank, qui vise à terme une inflation proche de 5 %, tablait encore sur un ralentissement à 6 % d'ici juin 2026 dans sa politique monétaire pour le second semestre de l'exercice 2025-26. Cet objectif apparaît désormais hors d'atteinte. Le Bangladesh n'a plus enregistré un tel niveau d'inflation depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine : l'inflation annuelle moyenne s'est établie à 7,70 % en 2022, 9,88 % en 2023, 9,71 % en 2024 et 10,05 % en 2025. Cette persistance de fortes tensions sur les prix suggère que l'inflation ne résulte plus seulement de chocs conjoncturels, mais reflète également des déséquilibres structurels de l'économie.

[Inflation hits 16-month high in May, rises to 9.42%](#)

Une grande banque islamique connaît d'importants retraits et fait appel à la Banque centrale

Islami Bank Bangladesh, première banque islamique du pays, fait face à une vague de retraits de dépôts à la suite de la nomination controversée de Khurshid Alam à sa présidence. Selon la presse, entre 40 et 60 Mds Tk (400 M EUR) ont été retirés en l'espace de sept jours, après plusieurs manifestations de clients et d'employés contestant cette nomination. Cette fuite de liquidités a entraîné une forte dégradation de sa réserve obligatoire (Cash Reserve Ratio, CRR), passée d'un niveau supérieur aux exigences réglementaires à seulement 26 Mds Tk, contre un besoin estimé à 70 Mds Tk.

Face à cette situation, Islami Bank a sollicité un soutien de liquidité de 100 Mds Tk (\approx 710 M EUR) auprès de la Bangladesh Bank afin de couvrir son déficit de réserves et de répondre aux demandes de retraits. La Banque centrale a indiqué suivre étroitement la situation et s'est déclarée prête à intervenir si nécessaire.

Avec près de 1 816 Mds Tk de dépôts à fin 2025, Islami Bank représente environ 8,6 % des dépôts du secteur bancaire bangladais, ce qui en fait un établissement d'importance systémique dont toute perte de confiance peut avoir des répercussions au-delà de la seule banque.

Les manifestants reprochent à Khurshid Alam, ancien vice-gouverneur de la Bangladesh Bank, sa proximité perçue avec les anciennes autorités de régulation et craignent un retour de l'influence du groupe S Alam, ancien propriétaire de la banque.

[Islami Bank under reserve pressure amid Tk4,240cr withdrawals after chairman appointment](#)

L'indice de l'activité manufacturière en forte hausse, signalant une reprise de l'activité économique

L'indice des directeurs d'achat (PMI) du Bangladesh a progressé de 54,6 en avril à 62,8 en mai, son plus haut niveau depuis plusieurs mois, traduisant une nette accélération de l'activité économique. Pour la première fois depuis plusieurs mois, les quatre principaux secteurs suivis par l'enquête – industrie manufacturière, services, agriculture et construction – ont tous enregistré une expansion. L'industrie manufacturière a affiché la progression la plus marquée, son indice passant de 56,9 à 64,1, portée par la hausse des nouvelles commandes, des exportations, des achats d'intrants et de l'emploi. Le secteur des services a également accéléré, avec un indice de 62,3 contre 51,8 en avril, tandis que la construction est repassée en territoire d'expansion après trois mois de contraction.

[Bangladesh PMI surges to 62.8 in May as all major sectors record expansion](#)

BUDGET – le gouvernement prévoit un déficit à 4% du PIB, et souhaite accroître le recours aux financements des bailleurs

Le projet de budget 2026-27, présenté jeudi 11 juin, prévoit un déficit de 2 510 Mds Tk (≈ 18 Mds EUR), soit l'équivalent de 4 % du PIB. Pour le financer, le gouvernement compte mobiliser 1 350 Mds Tk auprès du système bancaire et des instruments d'épargne domestiques, ainsi que 1 160 Mds Tk auprès des bailleurs internationaux.

Le recours aux financements extérieurs constitue le principal changement par rapport à l'exercice en cours : l'objectif d'emprunts étrangers est supérieur de 84 % au niveau révisé de 2025-26, alors que les décaissements ont fortement déçu, avec seulement 267 Mds Tk reçus à fin mai contre un objectif initial de 1 010 Mds Tk. Cette stratégie vise à limiter la pression exercée par l'État sur le marché du crédit domestique. Le gouvernement a déjà largement dépassé son objectif d'emprunts bancaires au cours de l'exercice actuel, contribuant à la contraction du crédit au secteur privé. Les autorités espèrent que des prêts concessionnels et des appuis budgétaires de la Banque asiatique de développement, de la JICA, de l'AIIB et d'autres partenaires permettront de financer une part plus importante du déficit à moindre coût.

[How govt plans to finance Tk2.51 lakh crore deficit](#)

Inde

L'Inde enregistre une croissance plus forte qu'attendu, à 7,7 % en FY26

Selon les données publiées par le National Statistical Office (NSO), l'économie indienne a enregistré une croissance de 7,8 % au quatrième trimestre (janvier-mars 2026), dépassant les anticipations des économistes qui tablaient sur une progression d'environ 7,2 %. Sur l'ensemble de l'exercice budgétaire 2025-26 (FY26), la croissance du PIB s'établit à 7,7 %, contre 7,1 % l'année précédente et légèrement au-dessus de l'estimation gouvernementale de 7,6 %. Cette performance confirme la résilience de l'économie indienne malgré un contexte international marqué par les tensions géopolitiques et la hausse des prix de l'énergie.

Cette croissance a été soutenue par la vigueur de la demande intérieure, la progression de l'investissement privé, la bonne tenue des services ainsi que la reprise de l'activité agricole. Les

dépenses publiques d'investissement, la croissance du crédit bancaire et le dynamisme des recettes de GST ont également contribué à soutenir l'activité économique.

Toutefois, plusieurs institutions demeurent prudentes quant aux perspectives pour FY27. Les risques liés aux tensions au Moyen-Orient, à la hausse des prix du pétrole, aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et au ralentissement du commerce international pourraient peser sur la croissance au cours des prochains trimestres. La Reserve Bank of India a ainsi abaissé sa prévision de croissance pour FY27 à 6,6 %, tandis que plusieurs économistes anticipent un ralentissement de l'activité en raison d'un contexte international moins favorable et d'une demande intérieure plus modérée.

[India's GDP grows at robust 7.8% in Q4 FY26; 7.7% full year growth beats estimates - The Times of India](#)

La Banque centrale maintient son taux directeur à 5,25 % face aux risques inflationnistes

À l'issue de sa réunion de politique monétaire de juin 2026, la Reserve Bank of India a décidé de maintenir son taux repo à 5,25 % et de conserver une orientation monétaire « neutre ». La décision a été prise à l'unanimité par les membres du comité de politique monétaire (MPC), qui privilégient une approche prudente dans un contexte marqué par de fortes incertitudes externes.

La banque centrale justifie ce statu quo par la montée des risques inflationnistes liés à la hausse des prix du pétrole, à la dépréciation de la roupie et aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le conflit en cours exerce une pression sur les coûts de l'énergie et pourrait affecter à la fois la croissance et l'inflation au cours des prochains mois.

Dans ce contexte, la RBI a revu ses prévisions macroéconomiques pour FY27. La croissance du PIB est désormais attendue à 6,6 %, contre 6,9 % précédemment, tandis que les prévisions d'inflation ont été relevées à 5,1 %.

Le maintien d'une orientation « neutre » indique que la RBI ne privilégie, à ce stade, ni un assouplissement ni un resserrement de sa politique monétaire. Elle conserve ainsi une marge de manœuvre pour réagir à l'évolution des prix de l'énergie, de la situation géopolitique et des conditions de financement au cours des prochains trimestres.

[Indians abroad sent home a record \\$110 billion. What it means for India's economy](#)

Les investissements directs indiens à l'étranger reculent fortement en mai

Selon les données de la Reserve Bank of India, les engagements d'investissements directs à l'étranger (Outward FDI) des entreprises indiennes ont diminué de 49 % en glissement mensuel pour s'établir à 4,49 Mds USD en mai 2026, contre 8,84 Mds USD en avril. Ce recul s'explique par une baisse simultanée des investissements en capital, des prêts accordés aux filiales étrangères et des garanties émises par les entreprises indiennes.

Les investissements en capital ont enregistré la plus forte contraction, chutant de près de 65 % pour atteindre 1,25 Md USD. Les prêts intragroupes ont également diminué, passant de 1,3 Md USD à 632 M USD, tandis que les garanties, qui constituent la

principale composante des engagements extérieurs, ont reculé de 35 % à 2,61 Mds USD.

Malgré ce repli mensuel marqué, les investissements extérieurs des entreprises indiennes demeurent supérieurs de 34,6 % à leur niveau de mai 2025, traduisant la poursuite de la stratégie d'internationalisation de certains grands groupes indiens. Les principaux investissements en capital recensés en mai ont notamment été réalisés par Indovida India (673 M USD), Tata International (130 M USD), Arvind Advanced Materials (58 M USD) et ONGC Videsh Rovuma (31 M USD).

Cette évolution intervient dans un contexte de forte volatilité des flux de capitaux et d'incertitudes économiques mondiales, qui pourraient inciter les entreprises à adopter une approche plus prudente dans leurs projets d'expansion à l'international.

[Outward FDI commitments by Indian firms drop 49% in May: RBI data | Economy & Policy News - Business Standard](#)

Maldives

Forte hausse des ventes de dollars par BML début 2026

La Bank of Maldives indique avoir vendu au 1er trimestre 2026 plus de 226 MUSD de devises aux entreprises et aux particuliers, dont 106,2 MUSD alloués aux importations de produits alimentaires, biens essentiels et autres besoins commerciaux (soit une moyenne mensuelle de 35,4 MUSD, en hausse de 142% par rapport à la moyenne mensuelle de 2025) et 119,9 MUSD pour les transactions transfrontalières par cartes bancaire (soit environ 40 MUSD par mois, en hausse de 23% par rapport à l'année précédente). Pour les cinq premiers mois de 2026, selon des déclarations à la presse, la banque aurait vendu 345 MUSD de devises, dont 147 MUSD aux entreprises et 198 MUSD pour les transactions par cartes. Cela représenterait une moyenne mensuelle totale de 69 MUSD, contre 47 MUSD en 2025, soit une hausse de 47%.

[BML et The Edition](#)

Explosion du niveau des subventions

Au 14 mai 2026, l'État avait déjà dépensé 2,269 Mds MVR sur l'enveloppe approuvée de 2,890 Mds MVR, soit 78,5% du budget prévu pour l'année. La hausse récente des prix de l'énergie renchérit mécaniquement le niveau des subventions, en particulier pour l'électricité et les services publics dépendants de l'énergie, dont l'assainissement et, plus largement, la production d'eau. Les crédits alloués aux subventions risquent d'être rapidement épuisés, obligeant le gouvernement à trouver de nouveaux financements, à accumuler des arriérés ou à réduire brutalement d'autres dépenses. La situation est d'autant plus préoccupante que ces subventions ne sont pas ciblées sur les ménages vulnérables.

[Ministère des Finances](#)

Népal

Le FMI a approuvé le dernier décaissement au titre de la Facilité élargie de crédit

Le FMI a approuvé le décaissement final de 42,9 MUSD au Népal, après l'achèvement de la septième et dernière revue du programme au titre de la Facilité élargie de crédit. Le programme, approuvé en janvier 2022, avait été prolongé jusqu'au 11 juillet 2026 afin de permettre la finalisation de cette dernière revue. Cette décision ne correspond pas à une nouvelle enveloppe, mais à la clôture du programme existant. Le FMI met en avant les progrès réalisés dans plusieurs domaines, notamment la modernisation de la politique monétaire, le renforcement de la supervision financière, l'examen des portefeuilles de prêts bancaires, la lutte contre le blanchiment et l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques. Le décaissement intervient alors que la reprise reste modérée. Le FMI prévoit une croissance d'environ 3% pour le prochain exercice, ce qui confirme la nécessité de poursuivre les réformes visant à préserver la stabilité financière et à soutenir l'investissement.

[IMF approves releasing final amount of USD 42.9 million to Nepal under ECF](#)

Le crédit au secteur privé reste inférieur à la cible de la Banque centrale

Le crédit des banques et institutions financières au secteur privé a progressé de 5,7% sur les dix premiers mois de l'exercice 2025/26, soit un rythme nettement inférieur à l'objectif de 12% fixé par la Nepal Rastra Bank. Sur la période, les nouveaux prêts ont atteint environ 2 Mds USD, portant l'encours total du crédit au secteur privé à 37,8 Mds USD. Un an plus tôt, la croissance du crédit était plus élevée, à 7,3%, pour environ 2,4 milliards de dollars de nouveaux prêts. Cette faiblesse traduit à la fois une demande de crédit limitée, dans un contexte d'activité économique modérée, et une plus grande prudence des banques face à la hausse des créances douteuses. A deux mois de la clôture de l'exercice, l'objectif de la Banque centrale apparaît donc difficile à atteindre.

La distribution du crédit reste concentrée sur les entreprises non financières, qui représentent 62,7% des prêts, contre 37,3% pour les ménages. Par secteur, les hausses les plus fortes concernent la construction, le crédit à la consommation et les transports. A l'inverse, le crédit agricole recule de 2,3%, ce qui confirme une reprise peu portée par les secteurs productifs traditionnels.

[BFIs' private sector loans grow 5.7 percent in 10 months, far below NRB target](#)

Sri Lanka

La crise au Moyen-Orient accroît le risque alimentaire

Selon le Programme alimentaire mondial, la crise au Moyen-Orient pourrait exposer jusqu'à 1,3 million de personnes supplémentaires au risque de ne pas couvrir leurs besoins alimentaires de base, chiffre qui s'ajoute aux 4,7 millions de personnes déjà considérées comme vulnérables en 2026. Le pays est particulièrement exposé par sa dépendance aux importations : 63% de l'énergie, 90 à 100% des engrais et 2,5 Mds USD d'importations alimentaires annuelles. Le choc touche aussi les recettes en devises, le Sri Lanka dépendant du Moyen-Orient pour 44% des

transferts de migrants et 45% de ses exportations de thé. Le PAM recommande donc de renforcer le suivi des prix, les systèmes de protection sociale et l'adaptation de l'aide, notamment en faveur des populations urbaines pauvres et des ménages nouvellement fragilisés.

[Programme alimentaire mondial](#)

Les bénéficiaires des entreprises publiques, pénalisés par la CEB, en nette baisse en 2025

Selon le ministère des Finances, les entreprises publiques ont dégagé un résultat agrégé avant impôt de 444,4 Mds LKR (1,5 Md USD) en 2025, contre 539,1 Mds LKR (1,8 Md USD) en 2024 (-17,6%). Hors CEB (compagnie nationale d'électricité), les entreprises publiques affichent un bénéfice en hausse de 21,5%. CEB est en effet passée d'un bénéfice de 141,6 Mds LKR (469 MUSD) en 2024 à une perte de 38,7 Mds LKR (129 MUSD) en 2025 en raison des baisses tarifaires successives qui ont réduit les recettes. SriLankan Airlines affiche le second plus haut niveau de pertes à 23,2 Mds LKR (77 MUSD). À l'inverse, Ceylon Petroleum Corporation a amélioré son bénéfice avant impôt à 36,5 Mds LKR (121 MUSD). Les banques publiques et institutions financières restent les principaux contributeurs, avec notamment Bank of Ceylon, People's Bank, National Savings Bank et l'Employees' Trust Fund Board. Les recettes de l'État issues des droits et dividendes sur les entreprises publiques ont augmenté à 56,5 Mds LKR (188 MUSD), contre 41,1 Mds LKR (136 MUSD) en 2024.

[Treasury](#)

Après une année 2025 record, les excédents budgétaires et courants devraient se dégrader en 2026

Dans son Final Budget Position Report 2025, le gouvernement sri-lankais présente 2025 comme une année de nette consolidation budgétaire. Les recettes et dons ont atteint 16,7% du PIB, contre 13,6% en 2024, tandis que les dépenses ont reculé à 19% du PIB, contre 20,4%. Le solde primaire a ainsi bondi à 5,4% du PIB (contre 2,2% en 2024), le déficit budgétaire s'est réduit à 2,3% du PIB (6,8% en 2024), et le solde courant est redevenu excédentaire à 0,7% du PIB, après un déficit de 4,3% du PIB en 2024. Cette amélioration repose surtout sur la forte progression des recettes fiscales, portée par la reprise des importations automobiles, la hausse de la TVA, l'augmentation des droits d'accise et l'amélioration de l'administration fiscale. Le ministère prévoit une dégradation dès 2026 : l'excédent primaire reviendrait à 1% du PIB, tandis que les dépenses primaires atteindraient 14,3% du PIB en raison d'une enveloppe supplémentaire de 500 Mds LKR liée au cyclone Ditwah et le déficit budgétaire 5,1%. Le rapport n'indique aucune prévision pour le solde courant mais évoque « des pressions externes » et « un risque d'accroissement du déficit commercial ».

[Treasury](#)

Les réserves de change progressent de 107 MUSD en mai

Elles s'établissaient en valeur brute à 6,873 Mds USD fin mai 2026 en incluant le swap avec la People's Bank of China. Elles progressent légèrement par rapport à fin avril 2026 (+107 MUSD) et sont quasiment stables par rapport à fin décembre 2025 (6,838 Mds USD, soit +35 MUSD). Depuis la crise de 2022, le redressement reste marqué : les réserves étaient tombées autour de 1,7 Md USD fin octobre 2022, leur point bas de la période, avant de remonter jusqu'à un pic récent de 7,270 Mds USD fin février 2026. En termes de couverture extérieure, elles

représenteraient environ 3,2 mois d'importations de biens et services sur la base des chiffres 2025. Ce ratio doit toutefois être interprété avec prudence car la facture d'importations a fortement augmenté début 2026 avec la hausse des cours de l'énergie. Le versement de 695 MUSD par le FMI intervenu le 3 juin devrait permettre d'afficher un ratio en forte amélioration le mois prochain.

[CBSL](#)

Les transferts de migrants compensent largement le recul des recettes touristiques mais pas la hausse des importations de biens

Les transferts de migrants ont atteint 3 909,7 MUSD sur les cinq premiers mois de 2026, contre 3 102,2 MUSD un an plus tôt, soit une hausse de 26% (+807,5 MUSD). À l'inverse, les recettes touristiques ont reculé à 1 111 MUSD au cours des quatre premiers mois de 2026, contre 1 379 MUSD un an plus tôt, soit une baisse de 19,4%. La hausse des transferts de migrants sur janvier-avril (+602,3 MUSD), couvre largement la baisse des recettes touristiques constatée sur janvier-mars, de 268 MUSD. Elle ne compense toutefois pas la hausse des importations de biens, qui ont progressé de 1 655 MUSD au cours des quatre premiers mois.

[CBSL](#)

Excédent budgétaire sur les trois premiers mois de 2026

Les recettes de l'État ont atteint 1 499,2 Mds LKR en janvier-mars 2026, contre 1 067,4 Mds LKR un an plus tôt, portées par une forte progression des recettes fiscales. Les dépenses totales n'ont progressé que marginalement, à 1 382,8 Mds LKR, contre 1 301,9 Mds LKR un an auparavant. En conséquence, l'excédent primaire s'est nettement renforcé, à 709,6 Mds LKR (2% du PIB) contre 397,5 Mds LKR (1,2% du PIB), tandis que le solde budgétaire global est redevenu excédentaire pour la première fois depuis 1955, à 116,4 Mds LKR (0,3% du PIB), après un déficit de 234,5 Mds LKR (-0,7% du PIB) en janvier-mars 2025. Cette amélioration traduit principalement la très forte dynamique des recettes fiscales, alors que les dépenses récurrentes comme les dépenses en capital restent contenues.

[CBSL](#)

Interventions en hausse de la banque centrale sur le marché des changes en mai et nouveau durcissement des règles sur les cessions de recettes d'exportations :

La banque centrale du Sri Lanka (CBSL) a nettement accru son offre de devises sur le marché intérieur en mai 2026, dans un contexte de pression persistante sur la roupie sri-lankaise. Elle a vendu 223,3 MUSD au cours du mois, contre seulement 12 MUSD d'achats, soit une fourniture nette de devises de 211,3 M USD. Cette intervention intervient alors que la roupie s'est dépréciée de 7,8% face au dollar depuis le début de l'année au 5 juin 2026. Sur les cinq premiers mois de 2026, la CBSL demeure toutefois acheteuse nette de devises : elle a acheté 886,1 MUSD et vendu 400,2 MUSD, soit des achats nets cumulés de 485,9 MUSD. Le mouvement de mai marque donc moins un retournement annuel qu'une intervention ponctuellement forte pour répondre aux tensions récentes sur le marché des changes. Signe supplémentaire des tensions sur la roupie sri-lankaise, la banque centrale impose désormais aux exportateurs de biens de convertir en LKR le solde résiduel de leurs recettes d'exportation reçues au cours d'un mois donné, après déduction des paiements autorisés, au plus tard le 10e jour du mois suivant (au lieu de 3 mois après auparavant).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Négative	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CCC-	Stable	D	C

Dernières publications des services :

- SER de New Delhi : [Point de conjoncture au T4 2025-26](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr